

*Sanction royale*

● (1150)

[Français]

## LES SPORTS

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION  
CONSULTATIVE DU HOCKEY

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je m'excuse de déranger le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est en consultation quelque part. Monsieur le président, le ministre est maintenant à son siège. Je lui pose donc ma question.

Étant donné que l'Association des joueurs de hockey de la Ligue nationale a demandé avant-hier au gouvernement fédéral de nommer une commission puissante qui verrait à faire disparaître les «injustices» dont sont victimes les joueurs de hockey et à régler les disputes dans tous les sports, le ministre entend-il porter une attention particulière à cette réclamation, et peut-il aujourd'hui, s'il n'est pas trop tôt, dire quand il aurait l'intention de répondre à cette réclamation de l'Association des joueurs de la Ligue nationale?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, le mémoire de M. Eagleson a été présenté devant un comité du Sénat et le Parlement, à l'heure actuelle, et le Sénat sont en train d'étudier une loi précise visant à réglementer la concurrence au Canada, et il est évident que j'aurai à étudier les recommandations du Parlement avant de prendre position.

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre. J'ai nettement l'impression que nous serons bientôt interrompus par l'arrivée d'un message. Avant que nous en soyons officiellement informés, comme il reste une quinzaine de minutes à la période des questions, les députés voudront peut-être s'assurer qu'à notre retour à la Chambre, nous poursuivrons la période des questions pendant ces quinze minutes.

## LA SANCTION ROYALE

[Traduction]

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

Monsieur l'Orateur, Son Excellence le Gouverneur général désire que les membres de cette honorable Chambre se rendent immédiatement dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, l'Orateur et les députés de la Chambre des communes se rendent dans la salle du Sénat.

● (1200)

Et de retour,

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Bill S-12, loi modifiant la loi sur l'immigration—Chapitre 9.

Bill C-214, loi modifiant la loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Chapitre 10.

Bill S-13, loi concernant la frontière entre les provinces d'Alberta et de Colombie-Britannique—Chapitre 11.

Bill C-18, loi modifiant la loi sur le Compte de remplacement des biens endommagés par l'incendie—Chapitre 12.

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

Bill S-11, loi concernant la British Columbia Telephone Company (bill privé).

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'EXPULSION D'ISRAËL DE L'UNESCO—LES INTENTIONS DU  
GOUVERNEMENT CANADIEN

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant, qui est également secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Compte tenu de la révocation par l'UNESCO de tous les crédits destinés à Israël, ainsi que du refus de laisser cet État participer aux travaux de son organisme régional, décisions qui paraissent aller à l'encontre de l'esprit qui a présidé à sa création, le gouvernement songe-t-il à réétudier l'opportunité de contribuer à l'UNESCO, ou à prendre une initiative énergique?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, comme les députés des deux côtés de la Chambre, nous déplorons la politisation de l'UNESCO que traduisent les résolutions adoptées par la dix-huitième conférence générale, en ce qui concerne le retrait de l'assistance culturelle à Israël et l'exclusion de cet État du groupe régional. Le Canada, qui a voté contre cette résolution, n'envisage pas d'annuler ou de réduire sa contribution à l'UNESCO. Mais nous croyons savoir que le nouveau directeur général va s'attacher à dépolitiser l'organisme, ce que nous souhaitons vivement.

**M. Stanfield:** J'ai une question supplémentaire à poser. Le gouvernement entend-t-il manifester de façon énergique le mécontentement que lui a causé cet événement récent?

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, mes propos viennent d'exprimer le point de vue du gouvernement canadien, qui sera transmis en temps voulu à l'organisation elle-même. Nous avons déjà voté contre les résolutions adoptées. Je puis dire d'ores et déjà que le Canada regrette absolument les gestes de ce genre, estimant qu'ils pourraient avoir pour effet de détruire des organisations internationales très utiles.

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

DEMANDE DE DÉPÔT DU RÈGLEMENT RELATIF À  
L'EXPORTATION DE RÉACTEURS ET DE MATIÈRES FISSIBLES—  
L'INCIDENCE DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE D'IRAN  
SUR L'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT

**Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais en son absence je l'adresserai au premier ministre suppléant. Compte tenu de la politique des garanties adoptée par le gouvernement en matière d'exportation de combustibles, techniques et piles nucléaires et autres matériels du genre, et aussi du fait que beaucoup de Canadiens se préoccupent de la place que nous occupons dans l'exportation des combustibles et